

**Rapport
annuel 2018**

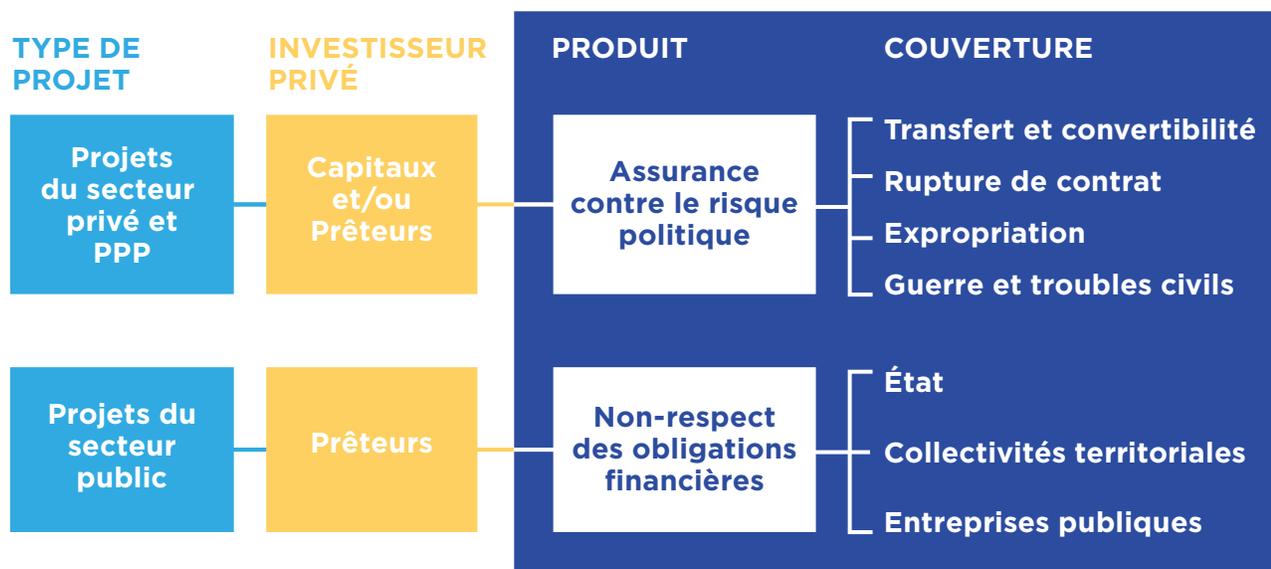


LA MISSION DE LA MIGA

Mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée en encourageant les investissements directs étrangers dans les pays en développement

LES PRODUITS DE LA MIGA

La MIGA offre aux investisseurs et bailleurs de fonds privés des dispositifs d'assurance contre le risque politique et d'amélioration de la cote des crédits, en appui à des projets dans les pays membres en développement à travers le monde.



Pour en savoir plus, visitez l'adresse www.miga.org

ENGAGEMENTS MONDIAUX

Le Groupe de la Banque mondiale a continué de fournir son appui aux pays en développement au cours de l'année écoulée tout en s'efforçant d'obtenir des résultats plus rapidement, se rendant encore plus utile à ses clients et à ses partenaires et apportant des solutions de niveau mondial à des problèmes locaux.

66,9 MILLIARDS DE DOLLARS

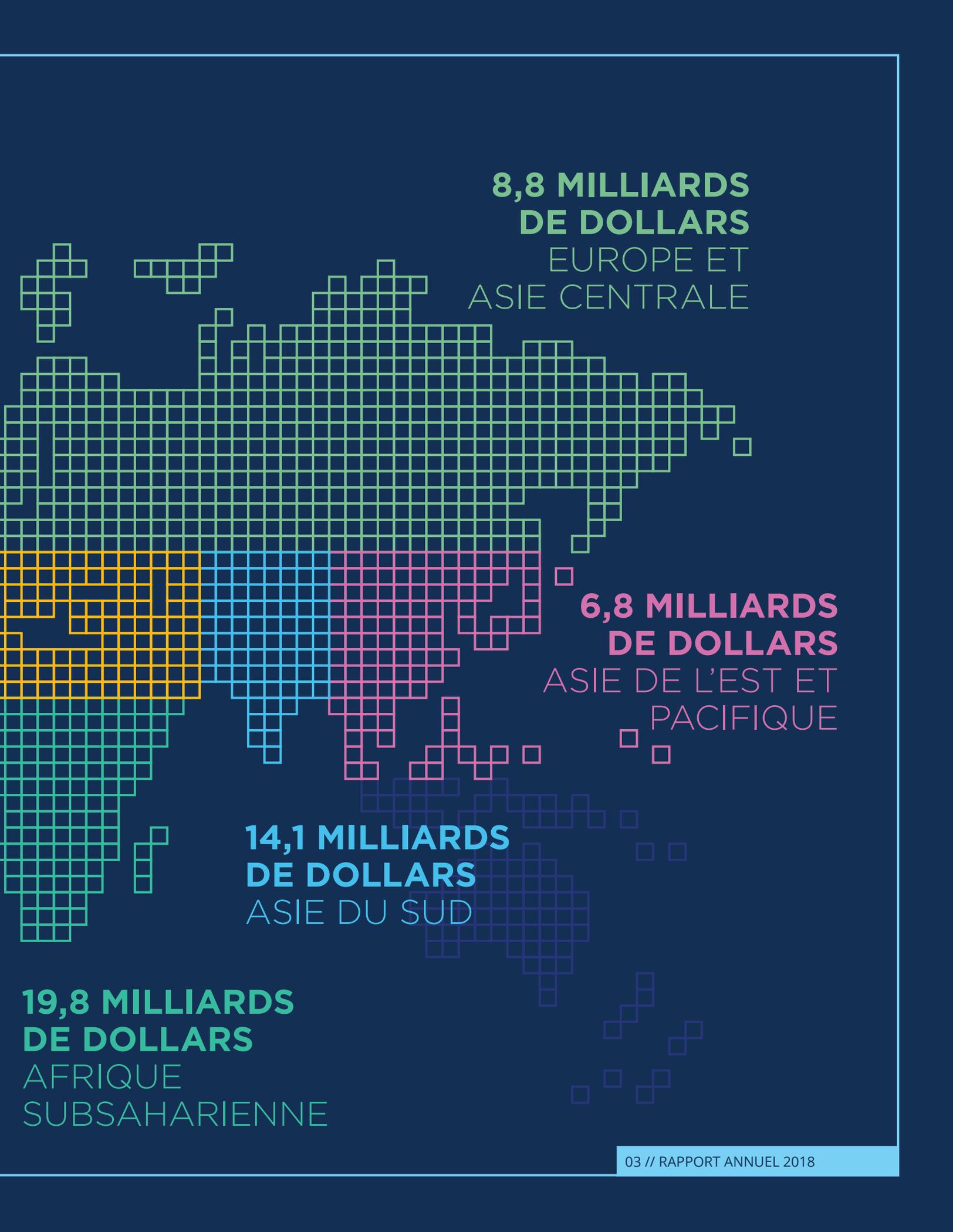
sous forme de prêts, de dons, de prises de participations et de garanties au profit de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total comprend les projets couvrant plusieurs régions et ceux de portée mondiale. La ventilation régionale est effectuée en fonction de la classification des pays par la Banque mondiale.

**8,2 MILLIARDS
DE DOLLARS**
MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

**8,7 MILLIARDS
DE DOLLARS**
AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES





**8,8 MILLIARDS
DE DOLLARS**
EUROPE ET
ASIE CENTRALE

**6,8 MILLIARDS
DE DOLLARS**
ASIE DE L'EST ET
PACIFIQUE

**14,1 MILLIARDS
DE DOLLARS**
ASIE DU SUD

**19,8 MILLIARDS
DE DOLLARS**
AFRIQUE
SUBSAHARIENNE



Banque mondiale / Marcia Juzga

MESSAGE

DU PRÉSIDENT

Il n'est pas exagéré de dire que les enjeux de notre époque peuvent paraître insurmontables. Dans le cadre des activités que nous menons dans le monde, nous sommes confrontés à plusieurs crises concomitantes, comme le changement climatique, les conflits, les pandémies, les catastrophes naturelles et les migrations forcées. Nous devons aider simultanément les pays dans lesquels nous intervenons à résoudre les crises les plus immédiates, à renforcer leur capacité de résilience face aux menaces qui se profilent à l'horizon et à réaliser des investissements durables pour se préparer à un avenir incertain.

Pour autant, même en ces temps difficiles, je n'ai jamais été aussi convaincu que nous atteindrons notre double objectif : mettre fin à l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 et promouvoir une prospérité partagée au profit des 40 % les plus pauvres de la population mondiale. Dans tous ses domaines d'intervention, le Groupe de la Banque mondiale exploite de nouvelles technologies et crée de nouveaux instruments financiers pour faire progresser la mise en œuvre des trois composantes de la stratégie qui lui permettra d'atteindre ces objectifs : favoriser l'accélération d'une croissance économique solidaire et durable ; renforcer la résilience aux chocs et aux menaces ; aider les pays bénéficiaires à investir dans leur population.

Tout d'abord, l'accélération d'une croissance économique solidaire et durable exige une nouvelle conception du financement du développement pour que le système de marché mondial profite à tous ainsi qu'à la planète. La réalisation des Objectifs mondiaux coûtera chaque année des milliers de milliards de dollars, alors que l'aide publique au développement stagne à l'échelle des milliards de dollars : nous ne pouvons mettre fin à la pauvreté sans adopter une démarche fondamentalement différente.

En adoptant les principes de Hambourg en juillet 2017, le G-20 a avalisé une approche — dite « Cascade » — qui nous mènera à notre but : optimiser les financements au profit du développement. La Banque mondiale, IFC et la MIGA renforcent leur collaboration pour créer des marchés et introduire des solutions émanant du secteur privé dans des secteurs comme l'infrastructure, l'agriculture, les télécommunications, les énergies renouvelables et les logements à prix abordable. [\(Se reporter à la page 16 pour de plus amples informations.\)](#)

Ensuite, si l'on veut renforcer la résilience aux chocs et aux menaces — tout en continuant à développer des infrastructures à l'épreuve des aléas climatiques et à améliorer les systèmes d'intervention —, il nous faut des instruments financiers novateurs pour aider les pays pauvres à faire ce que les pays riches font depuis longtemps : partager les risques de crise avec les marchés financiers internationaux. Au printemps dernier, nous avons observé les premiers effets du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie (PEF) qui, sous la forme d'un financement accéléré, est venu appuyer une intervention contre le virus Ebola en République démocratique du Congo. Grâce à ce dispositif — et à un instrument similaire que nous mettons au point pour améliorer la prévention des famines et la lutte contre ce fléau —, nous découvrons de nouveaux moyens d'aider les pays les plus pauvres à partager les risques avec les marchés financiers afin de rompre le cycle des paniques et de l'incurie qui accompagne souvent les crises.

Toutefois, qui dit résilience dit d'abord lutte contre la menace existentielle que représente le changement climatique. Lorsque nous sommes retournés dans la capitale française en décembre 2017 pour célébrer le deuxième anniversaire de l'accord de Paris sur le climat, nous avons présenté plus d'une douzaine de projets visant à financer des interventions climatiques majeures, comme la prévention de l'érosion côtière en Afrique de l'Ouest et la valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans le monde entier. Il fallait absolument que nous donnions l'exemple. Aussi avons-nous annoncé que nous ne financerons plus le secteur amont de l'industrie pétrolière et gazière après 2019, mais que nous aiderons les pays à se donner durablement les moyens d'atteindre leurs objectifs de développement.

Enfin, nous devons trouver de nouvelles façons d'aider les pays à investir davantage — et plus efficacement — dans leur population pour se préparer à un avenir où le rythme des innovations ne cessera de s'accélérer. Les emplois de demain exigeront des compétences particulières et complexes. Le capital humain deviendra une ressource de plus en plus précieuse. C'est pourquoi, dans le cadre du Projet de promotion du capital humain que nous avons lancé cette année, nous mettons sur pied une évaluation rigoureuse et détaillée des ressources humaines de chaque pays.

À l'occasion des Assemblées annuelles qui se dérouleront en Indonésie au mois d'octobre 2018, nous dévoilerons un Indice du capital humain qui classera les pays selon la qualité de leur



L'accélération d'une croissance économique solidaire et durable exige une nouvelle conception du financement du développement pour que le système de marché mondial profite à tous ainsi qu'à la planète.



investissement dans les ressources humaines de la prochaine génération. Ainsi clairement informés de la situation, les chefs d'État et les ministres des Finances pourront accélérer l'investissement dans leur population et préparer leur pays à l'économie de demain.

La demande de financements, de compétences et d'innovations ne cesse de croître dans le monde. Certes, les besoins sont considérables, mais le coût d'un échec dans ce domaine serait tout simplement trop élevé. L'augmentation de capital historique, d'un montant de 13 milliards de dollars, que nos actionnaires ont approuvée, nous aidera à relever ce défi, car elle renforcera la capacité du Groupe de la Banque mondiale à réduire la pauvreté, à s'attaquer aux problèmes les plus alarmants de notre époque et à aider les pays que le Groupe compte parmi ses clients — et leur population — à satisfaire leurs plus grandes aspirations.

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a engagé près de 67 milliards de dollars sous forme de financements, d'investissements et de garanties.

Les services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) demeurent très prisés des clients : les engagements de la BIRD, en hausse, ont atteint 23 milliards de dollars durant l'exercice 18. De son côté, l'Association internationale de développement (IDA) a accordé 24 milliards de dollars d'aide aux pays les plus pauvres — soit l'engagement annuel le plus élevé de son histoire.

Pendant l'exercice, nous avons mis à profit la solide assise financière de l'Association internationale de développement pour lancer la première émission d'obligations IDA. Les demandes de souscription pour les 1,5 milliard de dollars d'émission a dépassé les 4 milliards de dollars. En conjuguant les apports des bailleurs de fonds traditionnels et les ressources mobilisées sur les marchés financiers, cette innovation financière relèvera la capacité de l'IDA à soutenir les pays les plus pauvres, y compris en finançant des opérations de prévention des conflits.

La Société financière internationale (IFC) a consacré plus de 23 milliards de dollars au financement d'activités axées sur le développement du secteur privé durant l'exercice écoulé, dont 11,7 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d'investissement. Sur ce montant, près de 6,8 milliards de dollars ont été alloués à des pays admis à emprunter à l'IDA et plus de 3,7 milliards de dollars ont été investis dans des régions en situation de fragilité, de conflit et de violence.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui a fêté son trentième anniversaire cette année, se classe désormais au troisième rang des banques multilatérales de développement en matière de mobilisation de capitaux privés directs au profit des pays à revenu faible ou intermédiaire. Au cours du dernier exercice, elle a émis un montant record de 5,3 milliards de dollars de garanties contre les risques politiques et pour l'amélioration des termes du crédit, qui ont facilité le financement de projets d'une valeur de 17,9 milliards de dollars dans les pays en développement. Durant l'exercice 18, les nouvelles émissions et l'encours d'engagements bruts de la MIGA ont atteint un volume – 21,2 milliards de dollars – presque deux fois plus élevé que celui de l'exercice 13.

L'augmentation de capital dont a bénéficié le Groupe de la Banque mondiale en 2018 constitue, nous le savons, un éloquent témoignage de confiance envers le personnel de notre institution, qui travaille sans relâche pour mettre fin à la pauvreté dans le monde. Son dévouement et son aptitude à concrétiser les ambitieux engagements que nous avons pris pour répondre aux aspirations des populations que nous servons sont pour moi une source d'inspiration quotidienne.

Toutefois, cette augmentation de capital représente aussi un redoutable défi, en ce sens qu'elle nous appelle à travailler de façon plus efficiente et plus efficace, à promouvoir l'innovation et à accélérer l'avènement d'un monde enfin libéré du fléau de la pauvreté. Au cours de l'année à venir, nous mobiliserons une fois encore tous nos efforts pour relever chaque jour ce défi.

Jim Yong Kim

Président du Groupe de la
Banque mondiale et Président
du Conseil des Administrateurs

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'JY Kim', written over a light blue circular watermark or seal.

DES ADMINISTRATEURS



Au cours de l'exercice 2018, le Conseil des Administrateurs a participé activement aux discussions avec la direction sur la mise en œuvre de la Vision d'avenir du Groupe de la Banque mondiale. Une partie intégrante de ces discussions comprenait une proposition d'augmentation de capital et une mise en place de réformes pour permettre au Groupe de la Banque d'obtenir des résultats en matière de développement d'une manière financièrement viable. L'ensemble de mesures financières et politiques transformatrices représente, à ce jour, le plus important apport de capitaux à la Banque mondiale et à la Société financière internationale (IFC), et constitue un changement majeur dans les approches visant à relever les défis de développement. Avec l'engagement de la direction à mettre en œuvre des réformes internes nécessaires, cet ensemble d'initiatives contribuera à la réalisation du programme de développement 2030, ainsi que la vision IDA-18, qui consiste à maximiser les financements de développement, et aidera le Groupe de la Banque à mener l'action dans le domaine des biens publics mondiaux et d'accroître son soutien dans des pays touchés par des conflits ou en situation de fragilité. Les Administrateurs ont également formulé des directives et des

Image (ci-dessus) :

Debout (de gauche à droite) :

Werner Gruber, Suisse ; Frank Heemskerk, Pays-Bas ; Turki Almutairi, Arabie Saoudite (suppléant) ; Andrei Lushin, Fédération de Russie ; Yingming Yang, Chine ; Jean-Claude Tchatouang, Cameroun (suppléant) ; Hervé de Villeroché, France ; Otaviano Canuto, Brésil ; Kazuhiko Koguchi, Japon ; Andin Hadiyanto, Indonésie ; Erik Bethel, États-Unis (suppléant) ; Fernando Jimenez Latorre, Espagne ; Omar Bougara, Algérie ; Aparna Subramani, Inde

Les Administrateurs ont également formulé des directives et des orientations sur un recours accru à la réassurance dans le contexte de la stratégie MIGA2020 #impact@scale de 2018 à 2020

orientations sur les initiatives permettant au Groupe de la Banque de continuer à améliorer son modèle d'activité ; celles-ci concernent, notamment, l'adoption de processus plus simples et plus souples ; le renforcement des cadres stratégiques et l'expansion de la capacité globale de la MIGA grâce à un recours accru à la réassurance dans le contexte de la stratégie MIGA2020 #impact@scale de 2018 à 2020 ; la poursuite de mesures de rationalisation des rémunérations et des autres charges ; et l'établissement de cadres et de mécanismes pour assurer la viabilité financière.

Assis (de gauche à droite) :

Mélanie Robinson, Royaume-Uni ; Christine Hogan, Canada ; Máximo Torero, Pérou ; Jason Allford, Australie ; Bongi Kunene, Afrique du Sud ; Merza Hasan, Koweït (doyen) ; Franciscus Godts, Belgique ; Patrizio Pagano, Italie ; Juergen Zattler, Allemagne ; Susan Ulbaek, Danemark ; Andrew N. Bvumbe, Zimbabwe

FINANCEMENTS ACCORDÉS PAR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

À SES PARTENAIRES

Par année fiscale, en millions de dollars	2014	2015	2016	2017	2018
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	58 190	59 776	64 185	61 783	66 868
Décaissements ^b	44 398	44 582	49 039	43 853	45 724
BIRD					
Engagements	18 604	23 528	29 729	22 611	23 002
Décaissements	18 761	19 012	22 532	17 861	17 389
IDA					
Engagements	22 239	18 966	16 171	19 513 ^c	24 010^d
Décaissements	13 432	12 905	13 191	12 718 ^c	14 383
IFC					
Engagements ^e	9 967	10 539	11 117	11 854	11 629
Décaissements	8 904	9 264	9 953	10 355	11 149
MIGA					
Émissions brutes	3 155	2 828	4 258	4 842	5 251
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	4 225	3 914	2 910	2 962	2 976
Décaissements	3 301	3 401	3 363	2 919	2 803

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires comprennent tous les dons exécutés par les bénéficiaires. Le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est donc différent du montant inscrit dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale, qui ne couvre qu'un sous-ensemble d'activités financées à partir de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Les chiffres comprennent l'engagement et le décaissement d'un don de 50 millions de dollars dans le cadre du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

d. Ce chiffre ne comprend pas un montant de 185 millions de dollars correspondant aux instruments du Guichet IFC-MIGA de promotion du secteur privé approuvé dans le cadre d'IDA-18 ; ce montant comprend un engagement de l'IDA de 36 millions de dollars sous forme de garanties et de 9 millions de dollars sous forme de produits dérivés.

e. Engagements à long terme pour le propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme mobilisés auprès d'autres investisseurs.

LES INSTITUTIONS

DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement. Il se compose de cinq institutions qui partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

IDA

L'Association internationale de développement

Accorde des prêts sans intérêt, ou crédits, et des dons aux gouvernements des pays les plus pauvres.

MIGA

L'Agence multilatérale de garantie des investissements

Fournit des assurances contre les risques politiques et des services de rehaussement du crédit pour les investisseurs et les prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

IFC

La Société financière internationale

Fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

CIRDI

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.



MESSAGE DE

KEIKO HONDA

Vice-présidente exécutive et
directrice générale

Au cours de l'année 2018, la MIGA a célébré son 30^e anniversaire. La MIGA a été fondée en 1988 dans le but de promouvoir les investissements directs étrangers (IDE) en direction des pays en développement et, pour la première fois en 1994, les IDE destinés aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont dépassé l'aide publique au développement (APD). Pourtant, après avoir atteint un volume record en 2013 (en étant six fois plus importants que l'APD), les IDE fléchissent. Le durcissement actuel des conditions financières dans le monde, la montée des tensions

commerciales, la volatilité des prix des matières premières et la multiplication des conflits partout sur la planète amplifient les risques pour les investisseurs étrangers. Au regard de cette situation et de l'objectif de MIGA qui est de mobiliser l'investissement privé en faveur du développement, l'appui à l'investissement et à la création d'emplois qu'apporte l'institution est plus important que jamais.

L'exercice 2018 a été une année remarquable pour la MIGA. Nous avons collaboré avec nos clients et nos partenaires pour émettre de nouvelles garanties d'un montant total de 5,3 milliards de dollars. Ces

garanties permettront à environ 8 millions de personnes d'avoir accès à l'électricité ; de fournir de nouveaux services de télécommunications à 1,4 million de personnes ; de permettre aux gouvernements des pays en développement de recouvrer 1,4 milliard de dollars par an sous forme d'impôts et de redevances ; et d'éviter d'émettre un volume de CO₂ estimé à 3 millions de tonnes.

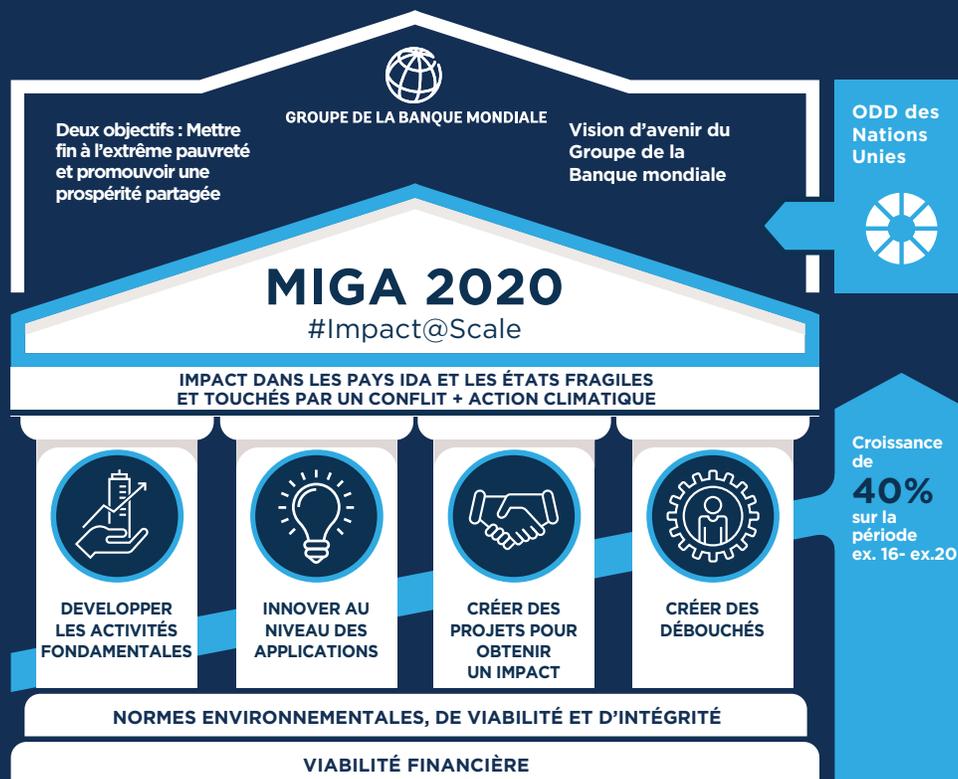
Nos émissions de garanties, qui ont aidé à financer des projets d'une valeur de 17,9 milliards de dollars dans des pays en développement, ont atteint un niveau record de 5,3 milliards de dollars. La somme de nos nouvelles émissions et de l'encours brut des montants engagés (21,2 milliards de dollars) représente près du double du montant de l'exercice 2013. La MIGA est aussi arrivée en troisième position durant l'année civile 2017 concernant la mobilisation de capitaux privés directs en faveur de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire par des BMD. Ces efforts auront des effets concrets sur le terrain.

Enfin, nous avons réalisé d'importants progrès dans les domaines d'intervention prioritaires qui constituent la base de la stratégie sur trois ans de la « **MIGA2020 #impact@scale** ».



Source : OCDE, indicateurs du développement dans le monde

STRATÉGIE DE LA MIGA POUR 2020



Pour la première fois, près de 60 % des projets au titre desquels nous avons émis des garanties soutiennent des activités d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. L'un de ces projets est le parc solaire de BenBan en Égypte, qui sera la plus grande installation solaire au monde lorsque sa construction sera achevée.

En 2018 pour la première fois, la MIGA a eu recours au Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA qui vise à aider les investisseurs privés à faire face aux situations les plus difficiles à travers le monde. En utilisant cette Facilité et grâce à nos propres ressources, nous avons financé une prise de participation au capital d'un opérateur de services de téléphonie mobile au Sierra Leone ; appuyé un projet visant à installer et à entretenir 4 000 km de câbles à fibres optiques au Myanmar ; et soutenu la mise en place d'une nouvelle installation de transformation de raisins secs en Afghanistan, permettant de contribuer à améliorer les conditions de vie des agriculteurs locaux. Cette opération n'aurait pas pu être réalisée sans le soutien des donateurs de l'IDA.

L'exercice 2018 s'est aussi caractérisé par le renforcement des relations que nous entretenons de longue date avec les réassureurs pour aider à gérer la concentration de notre portefeuille et libérer du capital pour financer de nouvelles émissions. Nous avons accru le montant de nos opérations de réassurance, essentiellement auprès de réassureurs du secteur privé, de plus de 8 milliards de dollars au cours des trois dernières années.

Notre soutien au leadership des femmes en matière de développement et de financement a été renforcé. Nous avons attribué à Julie Monaco, directrice des opérations mondiales du secteur public chez Citigroup, le troisième prix annuel décerné à une femme occupant des fonctions de direction dans le domaine de la finance. La MIGA a aussi organisé une réception à Madrid pour



Nos nouvelles garanties permettront à quelque 8 millions de personnes d'avoir accès à l'électricité



honorer les accomplissements des principales femmes leaders d'Espagne. Nous progressons de manière satisfaisante dans le domaine de la diversité et de l'inclusion, mais il nous faut faire plus encore.

Sur le plan interne, je me réjouis de l'arrivée cette année de Vijay Iyer, qui a assumé les fonctions de vice-président et directeur des opérations de la MIGA.

Je suis fière de la situation actuelle de la MIGA, et je remercie nos partenaires et nos clients d'avoir soutenu nos contributions pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. J'attends avec intérêt de poursuivre notre action au cours des nombreuses années à venir.

Keiko Honda

Vice-présidente exécutive et directrice générale de l'Agence multilatérale de garantie des investissements

RÉSULTATS DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT

Les projets soutenus par la MIGA entre les exercices 2014 et 2018 devraient permettre de promouvoir dans une mesure considérable la réalisation des objectifs de développement.

ÉLECTRICITÉ

46,2 millions de personnes ont accès à l'électricité



ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

21,5 millions de consultations médicales ont lieu chaque année



ODD : Exercices 2014 à 2018

RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE

L'émission de 4,2 millions de tonnes d'équivalent CO₂ est évitée.



TÉLÉCOMMUNICATIONS

9,7 millions de nouveaux abonnés



RECETTES FISCALES

Un montant de 3,1 milliards de dollars est recouvré chaque année au titre des redevances et des impôts locaux.



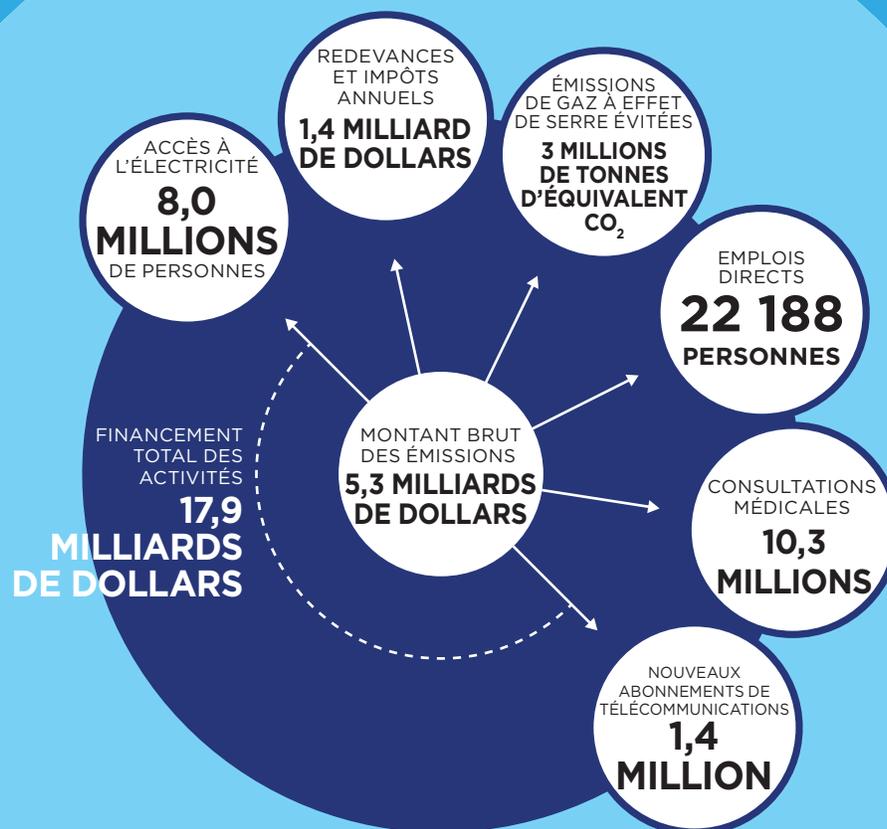
RÉSULTATS DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT POUR L'EXERCICE 2018

RÉSULTATS DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT ATTENDUS DES GARANTIES SIGNÉES EN 2018

La MIGA a pour ambition de soutenir la croissance économique, de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations en mobilisant les capitaux privés transfrontaliers dans les pays en développement. Pour s'assurer que les projets qu'elle soutient permettent effectivement d'atteindre ces résultats, la MIGA a mis en place un système d'évaluation des réalisations à l'appui du développement appelé Système d'indicateurs de l'efficacité du développement.

Les garanties émises à hauteur de 5,3 milliards de dollars par la MIGA durant l'exercice 2018 devraient permettre de dégager un volume de financement total de 17,9 milliards de dollars sous forme de cofinancements publics et privés au titre des projets. Environ 65,5 millions de personnes bénéficieront de services d'infrastructure (branchements électriques ou amélioration des services, transport aérien et public de passagers, et nouveaux abonnements à des services de télécommunications) grâce à l'appui de la MIGA.

Les grandes lignes des résultats attendus dans le domaine du développement sont décrites ci-dessous.



DESCRIPTION DE PROJETS

La MIGA s'engage à avoir un fort impact sur le développement en favorisant des projets viables sur le plan économique, environnemental et social. Depuis sa création en 1988, la MIGA a émis des garanties d'un montant total supérieur à 50 milliards de dollars pour soutenir plus de 845 projets dans 111 pays membres. Elle soutient également de multiples programmes d'envergure régionale et mondiale profitant à ses pays membres.

SIERRA LEONE

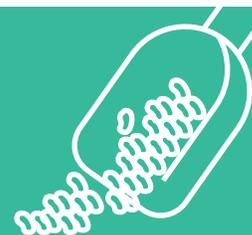
Services de télécommunications mobiles



La MIGA a accordé des garanties pour couvrir la participation prise par Sonatel au capital de l'opérateur mobile local Orange Sierra Leone. Les garanties de la MIGA couvrent 90 % de l'investissement, soit 84 millions d'euros, pour une durée maximale de 15 ans. Qui plus est, le dispositif de couverture de la première perte du Guichet de promotion du secteur privé IFC-MIGA qui vient d'être lancé dans le cadre d'IDA 18 est utilisé pour soutenir cet investissement réalisé dans un pays antérieurement déchiré par la guerre. Bien que 73 % de la population sierra-léonaise ait accès à des services mobiles, le secteur souffre d'un manque d'infrastructures et de l'insuffisance chronique des investissements. Le soutien de la MIGA contribue de manière cruciale à attirer des investisseurs sur ce marché risqué, mais prometteur. Le projet devrait avoir un fort impact sur le développement, notamment en améliorant la qualité des services et en réduisant les coûts assumés par les utilisateurs, en accroissant les recettes de l'État, en créant directement et indirectement des emplois et en offrant de nouvelles opportunités à d'autres investisseurs.

AFGHANISTAN

Production de raisins secs



Afin de favoriser le développement du marché afghan du raisin sec et stimuler l'activité du secteur de l'agro-industrie, la MIGA a accordé une couverture d'assurance contre le risque politique à hauteur de 5,2 millions de dollars en complément du financement de 3 millions de dollars d'IFC pour soutenir une nouvelle usine de transformation de raisins secs en Afghanistan. Le montage IFC-MIGA aidera la Rikweda Fruit Process Company à implanter une installation très moderne de transformation de raisins secs à Istalif. Le projet vise à doubler les niveaux de production et à améliorer la qualité des raisins secs transformés, à accroître les exportations et améliorer les conditions de vie des agriculteurs locaux. La couverture accordée par la MIGA pour une période de 10 ans offre une assurance contre le risque de guerre et de troubles civils, et contribue de manière fondamentale à la poursuite des activités et à l'amélioration de la bancabilité du projet dans un contexte opérationnel extrêmement volatil comme celui de l'Afghanistan. Le dispositif de couverture de la première perte du Guichet de promotion du secteur privé IFC-MIGA récemment lancé par IDA-18 contribue au soutien apporté à l'investissement dans ce projet.

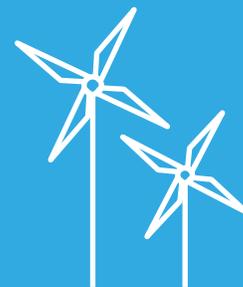
MYANMAR

Communications par fibre optique

Afin de contribuer à un programme d'envergure nationale consistant à poser des câbles à fibres optiques sur le territoire du Myanmar, la MIGA a apporté son soutien à un projet d'installation et d'entretien de 4 000 km de câbles — essentiellement en zone rurale. La MIGA a fourni une couverture de 114,7 millions de dollars au titre d'un prêt d'ICBC (Asie) à Myanmar Fiber Optic Communication Network Co., Ltd., pour une période de cinq ans. Ce projet est similaire à une opération précédente à laquelle la MIGA a fourni un soutien en 2017. Myanmar est depuis de nombreuses années l'un des pays les moins connectés au monde : en 2013, le taux de pénétration de la téléphonie cellulaire mobile atteignait tout juste 14,6 %, celui des lignes de téléphone fixes était de 1,1 %, tandis que celui de la bande passante pour les services Internet était de 0,2 %, soit pratiquement nul. En 2017, toutefois, le taux de pénétration de la téléphonie cellulaire mobile au Myanmar a été porté à 95 %, ce qui a provoqué une chute des coûts. Le secteur devrait se développer dans une large mesure grâce à l'existence d'un vaste marché rural non desservi et à celui des ménages à faible revenu des zones urbaines. Cet investissement dans ce pays déchiré par la guerre a également bénéficié d'un soutien du dispositif de couverture de la première perte du Guichet de promotion du secteur privé IFC-MIGA récemment lancé par IDA-18. Le projet devrait procurer d'importants avantages au Myanmar en réduisant les coûts assumés par les consommateurs, en élargissant la gamme des services assurés grâce à de meilleures infrastructures et en générant des recettes pour l'État.

SÉNÉGAL

Génération d'électricité éolienne



La MIGA a accordé des garanties à hauteur de 149,1 millions de dollars à l'appui de la construction, de l'exploitation et de l'entretien d'une ferme éolienne au Sénégal, qui sera la plus importante d'Afrique de l'Ouest lorsque sa construction sera achevée. Grâce à sa capacité de production de 158 MW, elle pourra alimenter en électricité environ 300 000 ménages. Le Sénégal a une faible production d'électricité. Selon les estimations, le taux d'électrification est de 57 % pour l'ensemble du pays, mais seulement d'environ 27 % dans les zones rurales. Le pays est en outre largement tributaire des importations de pétrole puisque 90 % environ de l'électricité distribuée dans le pays est d'origine thermique. Le projet contribuera à diversifier les sources d'énergie du Sénégal en réduisant sa dépendance aux combustibles tout en accroissant la capacité de production d'énergie propre d'une manière efficace par rapport aux coûts. Il est important de noter que les gisements de pétrole et de gaz récemment découverts au Sénégal ne devraient pas permettre de produire de l'énergie avant 2025. Il est toutefois possible d'installer des fermes éoliennes relativement rapidement tout en procédant à la construction de capacités d'alimentation à partir de futures sources d'énergie.



Une stratégie unique qui aide l'Égypte à surmonter sa précarité énergétique

Il y a quatre ans, la République arabe d'Égypte s'est trouvée confrontée à une grave crise d'approvisionnement en électricité. La demande était supérieure de 20 % à l'offre et les coupures de courant, qui duraient plusieurs heures, nuisaient aux entreprises ainsi qu'à la qualité de vie de la population, mais l'État devait affecter à d'autres usages les recettes publiques limitées dont il disposait. L'Égypte a donc dû trouver d'autres moyens de dégager les ressources nécessaires au règlement de son problème d'électricité. Le Groupe de la Banque mondiale, soucieuse de maximiser les financements à l'appui du développement, lui est venu en aide.

L'approche visant à maximiser les financements pour le développement s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour mobiliser des ressources allant au-delà de l'aide publique au développement pour répondre aux besoins des pays en développement. Le Groupe de la Banque exploite les capacités dont disposent les différentes institutions qui le composent pour trouver des solutions innovantes qui contribuent à la réalisation de ses deux objectifs. Qui plus est, l'approche de la maximisation des financements pour le développement fait jouer un rôle central au secteur privé — en tant que source de financement et de connaissances.

En 2014, les autorités égyptiennes ont entrepris de collaborer avec le Groupe de la Banque mondiale pour remédier aux problèmes d'électricité du pays ; les efforts déployés ont permis de réunir des spécialistes locaux et mondiaux afin de développer une stratégie nationale donnant la priorité à la viabilité de l'énergie et aux investissements du secteur privé. Cette politique, clairement formulée, a permis d'attirer plus de 30 milliards de dollars d'investissements privés en mars 2015, pour appuyer la production égyptienne de pétrole, de gaz et de gaz naturel liquéfié. En décembre 2015, la BIRD a approuvé le premier de ses trois prêts-programme visant à fournir un soutien technique et financier nécessaire à la réalisation des objectifs de la réforme du secteur de l'énergie égyptien, et a engagé plus de 3 milliards de dollars sur la période 2015-2017.

Le programme de réforme vise, pour une large part, à exploiter l'abondant ensoleillement dont bénéficie l'Égypte. En 2015, IFC a collaboré avec les autorités publiques à l'établissement des contrats du programme de tarif de rachat de l'énergie solaire photovoltaïque. En 2017, IFC a mis au point un programme de prêts de 653 millions de dollars pour financer la construction du parc solaire photovoltaïque de Benban, qui sera le plus important au monde une fois achevé. Les 32 centrales solaires de Benban, dont la construction créera jusqu'à 6 000 emplois, généreront jusqu'à 752 MW et desserviront plus de 350 000 clients résidentiels. La MIGA a reçu l'approbation de fournir une assurance contre le risque politique d'un montant de 210 millions de dollars au titre de 12 projets menés dans le parc solaire. Le Groupe de la Banque mondiale et les autres prêteurs mobiliseront au total 2 milliards de dollars d'investissements privés dans le cadre du programme FiT pour soutenir 1 600 mégawatts de production d'électricité.

Le secteur de l'énergie égyptien est en cours de transformation. Parmi ces réformes, les autorités égyptiennes ont réduit de moitié les subventions au secteur en 2016, pour les ramener à 3,3 % du PIB, tout en maintenant les tarifs de l'électricité à un niveau abordable par rapport aux références, avec l'aide du Groupe de la Banque mondiale. Le secteur de l'énergie est devenu plus efficace et financièrement viable. Les autorités publiques ont également amélioré les conditions dans lesquelles le secteur privé peut poursuivre ses activités et ainsi libérer un plus grand volume de ressources publiques pouvant être consacrées à des secteurs sociaux essentiels.

Pour plus d'informations, consulter : www.worldbank.org/mfd

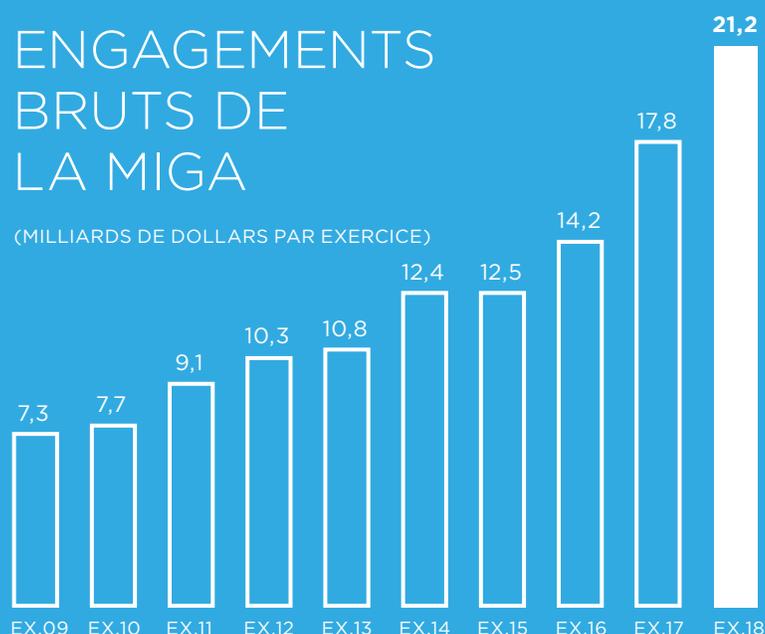
BILAN DES ACTIVITÉS ET DES OPÉRATIONS

La MIGA a pour objectif d'attirer des investissements transfrontaliers vers les pays en développement pour promouvoir la mission du Groupe de la Banque mondiale qui consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée. En 2017, la MIGA est devenue la troisième institution parmi les banques multilatérales de développement à mobiliser d'importants capitaux privés supplémentaires pour les clients et les gouvernements.

Durant l'exercice 2018, la MIGA a émis des garanties portant sur un montant total de 5,3 milliards de dollars. La somme de nos nouvelles émissions et de l'encours brut des montants engagés (21,2 milliards de dollars) représente près du double du montant de l'exercice 2013. Près de 60 % des projets couverts par la MIGA durant cet exercice visaient à promouvoir l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. La MIGA a également procédé à l'émission de ses premières garanties par l'intermédiaire du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, un dispositif conçu pour réduire le risque des projets et favoriser la poursuite d'investissements du secteur privé dans les pays à faible revenu et touchés par un conflit.

ENGAGEMENTS BRUTS DE LA MIGA

(MILLIARDS DE DOLLARS PAR EXERCICE)



GUICHET DE PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ

Le Guichet de promotion du secteur privé IFC-MIGA lancé dans le cadre d'IDA-18 durant l'exercice 2018 jouera un rôle crucial en permettant à la MIGA de poursuivre une nouvelle série d'innovations. Le guichet, créé parce que le secteur privé est considéré comme essentiel à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et des objectifs d'IDA-18, vise à catalyser des investissements du secteur privé dans les pays exclusivement IDA et, plus particulièrement, dans les États fragiles et touchés par un conflit.

La MIGA compte utiliser le montant de 500 millions de dollars mis en réserve dans le cadre du mécanisme de garanties (MGF) du Guichet de promotion du secteur privé IFC -MIGA lancé dans le cadre d'IDA-18 par l'intermédiaire de structures de couverture des premières pertes et de participation aux risques analogues à la réassurance, dans le but d'élargir la couverture des produits d'assurance contre les risques politiques. La MIGA administrera également le Mécanisme

d'atténuation des risques, pour le compte de l'IDA de manière à accorder des garanties au titre de projets ne bénéficiant pas d'indemnisations souveraines pour encourager des investissements privés dans les grands projets d'infrastructure et dans les partenariats public-privé (PPP) soutenus par IFC.

Durant l'exercice 2018, la MIGA a eu recours au Guichet de promotion du secteur privé dans le cadre de trois projets (voir la section intitulée « Présentation de projets »), pour mobiliser 824,3 millions de dollars de capitaux privés.

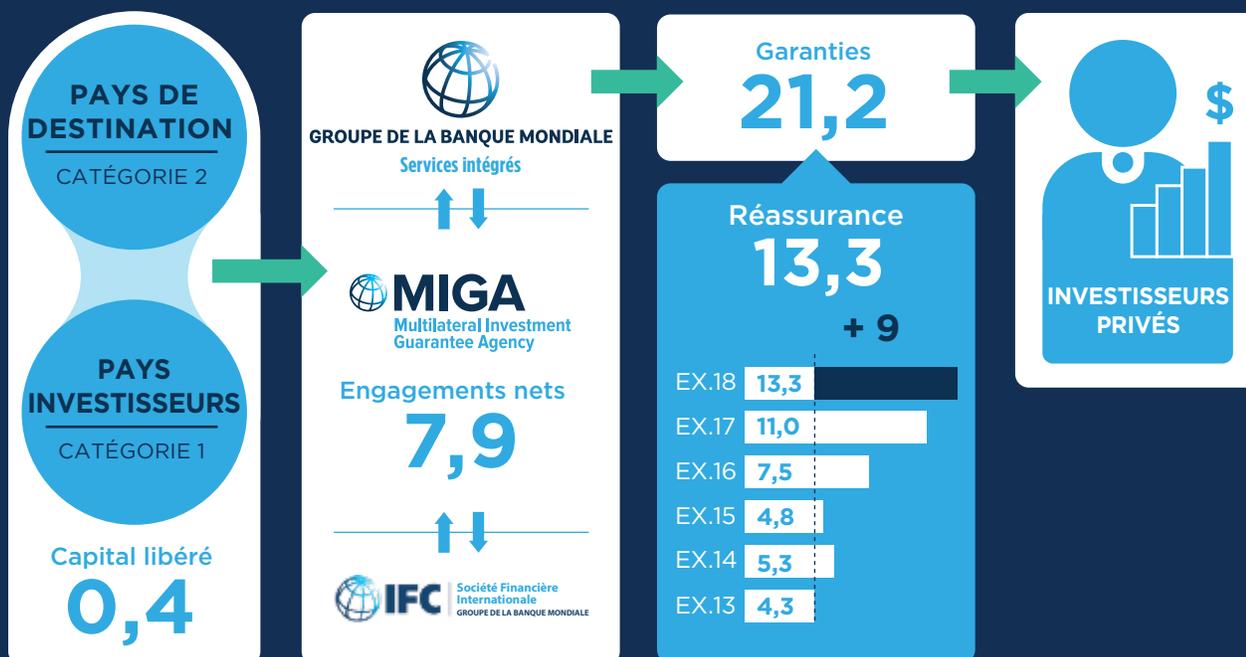
Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site Web du guichet de promotion du secteur privé : ida.worldbank.org/financing/ida18-private-sector-window

RÉASSURANCE

La réassurance joue un rôle fondamental en aidant la MIGA à utiliser efficacement son capital et à réduire la concentration des risques dans la mesure du possible. Elle contribue par ailleurs aux revenus de la MIGA en générant des commissions de cession (pourcentage des primes cédées aux réassureurs retenu par la MIGA). Au 30 juin 2018, l'encours brut des engagements était réassuré à hauteur de 13,3 milliards de dollars (soit 63 % du total) dans le cadre de traités de réassurance quote-part ou facultative. Le volume de capitaux mobilisés par l'intermédiaire de la réassurance durant l'exercice 2018 a augmenté de 9 milliards de dollars par rapport à l'exercice 2013.

Ratio des fonds propres aux engagements bruts des actionnaires : le modèle d'activité de la MIGA lui permet de mobiliser les ressources du Groupe de la Banque mondiale ainsi que des réassureurs publics et privés pour démultiplier l'impact des investissements de ses pays membres.

Milliards de dollars (30 juin 2018)



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est l'une des priorités stratégiques de la MIGA et l'Agence a mobilisé un montant record de 3 milliards de dollars durant l'exercice 2018 sous forme de cofinancement du secteur privé pour des activités liées au climat. Environ 60 % des nouvelles garanties émises durant cet exercice ont soutenu des efforts axés sur l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, notamment l'efficacité énergétique des bâtiments, la réduction des émissions de gaz à effet de serre associées aux pertes d'aliments le long de la chaîne d'approvisionnement des installations de transformation alimentaire et l'agriculture intelligente sur le plan climatique. Les financements climatiques bénéficiant de garanties concernent, pour 75 %, des projets d'énergies renouvelables et ont été investis pour environ 50 % dans des États fragiles et touchés par un conflit et dans des pays IDA.

VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET INTÉGRITÉ

Les normes détaillées de performance environnementale et sociale de la MIGA ainsi que ses exigences en matière d'intégrité sont des instruments extrêmement utiles pour recenser les risques, réduire le coût du développement et améliorer la viabilité des projets afin de procurer des avantages aux collectivités et aider à protéger l'environnement. Les prêteurs et les investisseurs du secteur privé qui collaborent avec la MIGA prouvent ainsi qu'ils prennent dûment en compte les questions environnementales, sociales et de gouvernance dans le cadre de leurs efforts de maximisation des rendements ajustés au titre des risques.

Durant l'exercice 2018, la MIGA a effectué 81 missions de terrain dans le cadre de son processus de souscription, ainsi que pour assurer des activités de suivi et enfin de procéder à une autoévaluation des aspects environnementaux et sociaux. La MIGA a également procédé à un suivi très attentif des activités de 900 clients et partenaires dans le but de détecter des signes de risques potentiels en matière de gouvernance.

La MIGA fournit de surcroît à ses clients des conseils sur la manière d'améliorer la gouvernance de leurs opérations. Elle a ainsi recommandé à une institution financière publique la marche à suivre pour mieux aligner son cadre d'intégrité sur les approches suivies par ses partenaires du secteur privé. Elle a recommandé à une autre institution de procéder à une série progressive d'améliorations dans le domaine de la gouvernance pour accélérer son processus de réforme.

« **Durant l'exercice 2018, la MIGA a effectué 81 missions de terrain dans le cadre de son processus de souscription, ainsi que pour assurer des activités de suivi et enfin de procéder à une autoévaluation des aspects environnementaux et sociaux** »

GOUVERNANCE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA

Les programmes et activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'Administration représentant les 181 pays membres de l'Agence. Chaque pays nomme un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la part de capital du pays ou du groupe de pays que chaque administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets de garantie des investissements, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de la MIGA.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site Web du Conseil :

www.worldbank.org/en/about/leadership/governors

RESPONSABILISATION

GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe Indépendant d'Évaluation (IEG) évalue les stratégies, politiques et projets de la MIGA pour améliorer les résultats de l'agence en matière de développement. L'IEG est indépendant de la direction de la MIGA et présente ses conclusions au Conseil d'Administration de la MIGA et au Comité en charge de l'efficacité des impacts en matière de Développement.

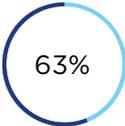
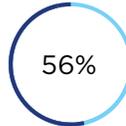
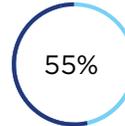
Pour en savoir plus, rendez-vous le site web de l'IEG : **ieg.worldbankgroup.org**

CONSEILLER-MÉDIATEUR POUR L'APPLICATION DES DIRECTIVES

Le bureau du Conseiller-médiateur pour l'application des directives de la Banque mondiale (CAO) constitue le mécanisme de responsabilisation indépendant pour la MIGA et IFC, et relève directement du Président du Groupe de la Banque mondiale. Le CAO répond aux plaintes des personnes touchées par les activités et projets soutenus par la MIGA et IFC, dans le but d'améliorer les résultats sociaux et environnementaux sur le terrain, et de favoriser une plus grande responsabilisation de la part des deux organisations.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site Web du CAO : **www.cao-ombudsman.org**

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Par année fiscale, en millions de dollars	2014	2015	2016	2017	2018
Revenu brut des primes	115,6	128,1	139,8	179,7	210,1
Revenu net des primes	72,5	79,0	86,4	93,2	104,1
Charges administratives	45,5	44,9	48,1	51,3	51,6
Résultat d'exploitation	26,9	34,1	38,3	41,9	52,5
Ratio charges administratives/ revenu net des primes					

1. Le revenu net des primes est égal au revenu brut des primes et des commissions de cession moins les primes cédées aux réassureurs et les frais de courtage.
2. Les charges administratives comprennent les dépenses des plans de pension et d'autres régimes d'avantages complémentaires de retraite.
3. Le résultat d'exploitation est égal au revenu net des primes moins les charges administratives.

PRINCIPALES DONNÉES

Par année fiscale, en millions de dollars	2014	2015	2016	2017	2018
Capital économique total	620	705	663	592	685
Fonds propres	974	971	989	1 213	1 261
Capital d'exploitation	1 262	1 312	1 329	1 398	1 471
Engagements bruts	12 409	12 538	14 187	17 778	21 216

* Le capital économique total est égal au capital absorbé par le portefeuille de garanties, plus le capital requis pour couvrir les risques opérationnels et les risques d'investissement. Depuis l'exercice 17, le capital économique est établi sur la base d'un nouveau modèle, de sorte que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des périodes antérieures, qui ont été établis sur la base de l'ancien modèle.

POUR UNE PLUS GRANDE ÉGALITÉ DES GENRES

De l'appui aux projets à la reconnaissance des femmes leaders à travers le monde, la MIGA s'est montrée encore plus résolue à promouvoir une plus grande égalité entre les hommes et les femmes durant l'exercice 2018. Certains exemples de son action sont présentés ci-après.

TRANSFORMATION ALIMENTAIRE EN CÔTE D'IVOIRE



Visite à la coopérative Azito Attié

La coopérative Azito Attié aide plus d'une centaine de femmes entrepreneures locales à produire, vendre et exporter de l'attiéké, spécialité ivoirienne à base de manioc ; elle est alimentée par la centrale thermique d'Azito d'une puissance de 430 MW qui bénéficie du soutien de la MIGA. Le propriétaire de la centrale, Azito Énergie, et son opérateur, Azito Operations and Management, fournissent à la coopérative les formations, les installations et les matériels nécessaires à la transformation et au conditionnement de la pulpe de manioc. Les femmes membres de la coopérative, qui a une production de 2 tonnes par jour, gagnent

suffisamment d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école et subvenir aux besoins de leur famille.

La centrale elle-même emploie un nombre relativement élevé de femmes. Lorsqu'il lui a été demandé pourquoi cette dernière aidait les femmes du village, le directeur de l'installation a déclaré que sa mère avait eu la possibilité de gagner de l'argent de cette façon — sans toutefois avoir bénéficié de formations et de matériels — et de financer ses études supérieures. Le village d'Azito se trouve à plus d'une heure d'Abidjan par la route, et la centrale fournit un soutien essentiel non seulement aux femmes, mais aussi à leurs familles.

Fortes de l'expérience de la coopérative Azito, Azito Énergie et Azito Operations Management ont entrepris de soutenir le développement d'une coopérative similaire dans le village voisin de Beago.



Plus de cent femmes entrepreneures locales produisent, vendent et exportent l'attiéké



FEMMES CHEFS DE FILE DANS LE DOMAINE DE LA FINANCE | PRIX AUX FEMMES LEADERS



Dr. Jim Yong Kim (Président, Groupe de la Banque mondiale), Keiko Honda (VPE et DG, MIGA), Julie Monaco (Directrice des opérations mondiales avec le secteur public, Citigroup), Arunma Oteah (VP et Trésorier, Banque mondiale), Philippe Le Houerou (DG, IFC)

La MIGA a attribué à Julie Monaco, directrice des opérations mondiales du secteur public chez Citigroup le troisième prix annuel décerné à une femme leader dans le monde des affaires. M^{me} Monaco, classée à plusieurs reprises parmi les femmes les plus influentes dans le domaine de la finance, a contribué à orienter les investissements de Citi vers des

projets de développement dans le monde entier — et à améliorer les conditions de vie de millions d'êtres humains. La MIGA collabore de longue date avec Citi. Les récents projets de collaboration concernent le métro de Panama et l'appui de Turk EximBank aux PME.

FEMMES CHEFS DE FILE EN ESPAGNE



Réception à l'honneur des femmes chefs de file dans le domaine de la finance à Madrid (Espagne)

La MIGA a également organisé une réception à Madrid pour honorer les accomplissements de certaines des principales femmes leaders d'Espagne. Les projets financés par des investisseurs et des prêteurs espagnols avec lesquels travaille la MIGA devraient permettre à 195 000 personnes d'avoir accès à

l'électricité ; permettre aux autorités des pays destinataires de collecter 115 millions de dollars de recettes par an ; contribuer à l'octroi de prêts d'un montant total de 1,8 milliard de dollars par an et soutenir la création d'environ 1700 emplois.



De gauche à droite :

Sarvesh Suri

Directeur des opérations

Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique

Muhamet Bamba Fall

Directeur adjoint et responsable des souscriptions, opérations

Keiko Honda

Vice-présidente exécutive et directrice générale

Santiago Assalini

Directeur, gestion du risque d'entreprise

Merli Margaret Baroudi

Directrice, Analyse économique et développement durable

S. Vijay Iyer

Vice-président et directeur des opérations

CONTACTS

Équipe de direction

Keiko Honda

Vice-présidente exécutive et directrice générale
khonda@worldbank.org

S. Vijay Iyer

Vice-président et directeur des opérations
sviyer@worldbank.org

Sarvesh Suri

Directeur des opérations
ssuri1@worldbank.org

Muhamet Bamba Fall

Directeur adjoint et responsable
des indemnisations, opérations
mfall3@worldbank.org

Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique
akumarcapoor@worldbank.org

Santiago Assalini

Directeur, gestion du risque d'entreprise
sassalini@worldbank.org

Merli Margaret Baroudi

Directrice, analyse économique
et développement durable
mbaroudi@worldbank.org

Responsables des régions**Hoda Moustafa**

Responsable, Afrique
hmoustafa@worldbank.org

Christopher Millward

Responsable, Europe, Asie centrale,
Moyen-Orient et Afrique du Nord
cmillward@worldbank.org

Jae Hyung Kwon

Responsable, Asie du Nord
Jkwon@worldbank.org

Tim Histed

Responsable, Asie du Sud et du Sud-Est
thisted@worldbank.org

Layali Abdeen

Responsable des souscriptions,
Moyen-Orient et Afrique du Nord
Labdeen@worldbank.org

Lin Cheng

Représentant, Chine
Lcheng1@worldbank.org

Secteurs**Nabil Fawaz**

Responsable du secteur agro-industrie
et services généraux
nfawaz@worldbank.org

Elena Palei

Responsable du secteur infrastructure
télécommunications, transport et eau
epalei@worldbank.org

Olga Sclovscia

Responsable du secteur finance
et marché des capitaux
osclovscia@worldbank.org

Marcus Williams

Responsable du secteur de l'énergie
et industries extractives
mwilliams5@worldbank.org

Réassurance**Marc Roex**

Responsable, réassurance
mroex@worldbank.org

Demande d'informations

migainquiry@worldbank.org



La MIGA célèbre ses 30 ans cette année.
Au cours de ces trois décennies, l'institution a
engagé plus de 50 milliards de dollars sous forme
d'investissements directs en faveur de plus de
845 projets dans 111 pays en développement.

Le motif utilisé pour le rapport annuel rappelle que
la République d'Indonésie accueille les Assemblées
annuelles 2018 des Conseils des Gouverneurs du
Fonds monétaire international et du Groupe de la
Banque mondiale.

Suivez l'actualité de la MIGA sur



[/miga](#)



[/company/multilateral-investment-guarantee-agency-miga](#)



WWW.MIGA.ORG